

Le 10 mars 2014

M. François Hollande
Président de la République française
Palais de l'Elysée
Paris

Object : Lettre ouverte d'organisations de la société civile Africaine au Président de la République française sur les objectifs climatique de l'Union européenne en 2030

Les Chefs d'Etats et de gouvernements européens doivent revoir leur ambition climatique à la hausse

Monsieur le Président de la République,

En tant que représentants de 75 organisations issues de la société civile francophone africaine, nous vous appelons, ainsi que vos homologues européens, à adopter dès que possible un objectif de baisse des émissions européennes pour 2030 bien supérieur au chiffre proposé par la Commission européenne (40% de baisse domestique). Il n'est pas trop tard pour que l'Union européenne se dote d'un objectif de 55% baisse de ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Pour la société civile africaine, ce serait un pas en avant vers un avenir plus durable, plus équitable et plus sûr.

Nous le savons tous, la planète a presque atteint ses limites de même que le seuil de basculement irréversible de ses écosystèmes. Il est impératif de maintenir le réchauffement sous la barre de 2°C. L'Afrique subit déjà de plein fouet les impacts des changements climatiques. Un réchauffement supérieur à 2°C aurait des impacts terrifiants, et le point de non-retour serait atteint pour 1,033 milliard d'africains.

Monsieur le Président, la société civile africaine constate avec beaucoup d'inquiétude que vous défendez un chiffre de 40% de baisses d'émissions en Europe d'ici à 2030 (à partir des propositions de la Commission européenne). Un tel objectif mettrait en péril le respect de la limite de 2°C. En effet, une telle baisse ne correspond pas à une trajectoire de 95% de baisse ou plus d'ici à 2050, mais à une trajectoire de 80%¹. Or, pour effectuer sa part de l'effort mondial et nous laisser une chance de rester sous la barre des 2°C, l'Europe devrait viser une baisse de 95% en 2050. Le jalon en 2030 pour atteindre 95% de baisse en 2050 est de 55%.

Les scientifiques travaillant pour le Programme des Nations unies sur l'environnement ont montré en 2013 qu'un surplus de 8 à 12 milliards de tonnes d'équivalent CO₂ existe entre les niveaux d'émissions préconisés par le Giec avant 2020, et les émissions réelles des pays². Ce retard signifie que tous les pays devront accroître leurs objectifs de réduction d'émissions après 2020. Pour l'Europe, cela implique clairement de viser une réduction d'émissions de 95% en 2050, plutôt que de 80%.

¹ L'objectif climatique de long terme de l'Union européenne est une baisse d'émissions de gaz à effet de serre de 80 à 95% en 2050, en cohérence avec les indications du Giec (rapport d'évaluation 4, en 2007).

² Pnue, Emissions Gap Report, 2013.

L'Europe peut retrouver son rôle de leader de la lutte contre les changements climatiques. Elle se doit d'être ambitieuse dans ses propres politiques climatiques et énergétiques avant et après 2020, pour envoyer un message fort à la communauté internationale et entraîner les autres pays, notamment les émergents, dans une dynamique positive.

A ce titre, la proposition de la Commission européenne de ne plus appliquer de contrainte après 2020 sur les objectifs d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique est inquiétante. Elle est en décalage avec « l'agenda des solutions » et le discours sur les « opportunités de l'action » promus par la France et par l'Europe, qui pourrait faciliter les négociations internationales.

Nous invitons tout particulièrement la France à endosser ses responsabilités en tant que moteur de la dynamique communautaire et hôte de la Conférence de Paris sur le climat. La France se doit d'être exemplaire et de tirer la négociation européenne vers le haut.

Monsieur le Président, la société civile africaine a besoin d'une Europe ambitieuse, qui envoie des signaux forts aux autres pays, au travers d'objectifs post-2020 ambitieux, s'inscrivant dans une trajectoire de long-terme, et équitables. Ce sont les fondations nécessaires d'une relation de confiance entre les gouvernements africains et les gouvernements européens, dans la négociation climatique, et la *condition sine qua non* d'une alliance souhaitable entre nos deux continents.

Il est encore temps pour l'Europe d'être ambitieuse et d'adapter des mesures adaptées aux défis auxquels l'humanité tout entière fait face.

Nous vous remercions de l'intérêt que vous porterez à notre demande et vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments très respectueux.

Copie à :

*Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères de la France,
Philippe Martin, ministre de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie de la France,
Pascal Canfin, ministre délégué au Développement de la France*

Signataires

Yaovi Lowanou Kogbe, Coordonnateur du Réseau francophone Climat & Développement
Moussa Diogoye Sene, Coordonnateur du *Climate Action Network*, Afrique de l'Ouest